



DECISION N° 2024-48

**Convention de Mise à Disposition - Ville de Perpignan / Association Canet Roussillon Football Club - Avenue de l'Aérodrome - Stade Gilbert Brutus**

Direction Gestion Immobilière

Le Maire,

Vu l'article L. 2122.22 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif aux délégations de pouvoir susceptibles d'être consenties au Maire par le Conseil Municipal,

Vu les articles L. 2122-23 et L. 2122-18 relatifs aux subdélégations susceptibles d'être consenties par le Maire aux adjoints et/ou conseillers municipaux,

Vu la délibération du Conseil Municipal du 3 juillet 2020 donnant délégation de pouvoir au Maire, pour les matières énumérées à l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'arrêté du Maire en date du 9 juillet 2020 portant subdélégation de signature à Monsieur Charles PONS, Premier Adjoint au Maire,

Considérant que l'association Canet Roussillon Football Club, a sollicité la mise à disposition du stade Gilbert Brutus sis avenue de l'Aérodrome à Perpignan.

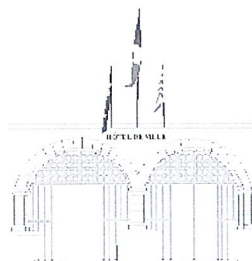
**DECIDE**

ARTICLE 1 : La Ville de Perpignan met à disposition de l'association Canet Roussillon Football Club, le stade Gilbert Brutus de Perpignan, pour un match de la Coupe de France.

ARTICLE 2 : Cette convention est consentie la journée du vendredi 17 novembre 2023.

ARTICLE 3 : La mise à disposition de ces installations sportives fait l'objet d'une facturation établie selon le tarif 2023 des services municipaux. La redevance s'élève à 2 000 €.

ARTICLE 4 : La présente décision est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Montpellier sis, 6, rue Pitot à Montpellier (34000), dans un délai de deux mois à compter de sa notification.



Elle est également susceptible de faire l'objet d'un recours gracieux auprès des services de la commune de Perpignan, dans les mêmes délais. Un recours contentieux peut ensuite être formé auprès du Tribunal administratif de Montpellier dans le délai de deux mois suivant le rejet explicite ou implicite du recours gracieux.

ARTICLE 5 : Le Directeur Général des Services sera chargé de l'exécution de la présente qui sera portée à la connaissance du Conseil Municipal.

Fait à Perpignan, le **11 JAN. 2024**

ID Télétransmission : 066-216601369-20240111-183064-AV-1-1

Accusé reçu le : **11 JAN. 2024**

Affiché le : **11 JAN. 2024**

M. Charles PONS, Pour le Maire par subdélégation l'Adjoint

